



États Généraux de l'Alimentation (EGA) Hauts-de-France

Promouvoir des choix de consommation privilégiant une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.

Contribution régionale sur la journée 14 novembre 2017

- Participants :

Plus de 160 présents : porteurs de projets, associations caritatives ou d'aide alimentaire, représentants des consommateurs (UFC Que choisir), distributeurs alimentaires, chambre d'agriculture, Conseil Régional, Collectivités territoriales, enseignement (public et agricole), Parcs Naturels, DRJSCS, DDPP, ARS, presse.

La journée a été ouverte par M. Sudry, Préfet du Pas-de-Calais.

- Déroulé de la journée - Animation des débats :

La DRAAF a été accompagnée par Alexis Montaigne, de la Coopérative de conseil Extracité pour l'organisation et l'animation de la journée.

La journée s'est décomposée en plusieurs séquences, privilégiant les travaux en petits groupes, propices aux échanges et débats, en s'articulant autour de 4 thématiques du Programme National de l'Alimentation, déclinées tout au long de la journée : Initiatives locales et synergies du territoire ; Alimentation et précarité ; Alimentation et éducation ; Alimentation et gaspillage.

Après une présentation des objectifs de la journée et d'un état des lieux en séance plénière, l'assemblée s'est répartie autour de quatre porteurs, venus témoigner sur leurs projets, emblématiques et remarquables :

- la Communauté d'Agglomération du Douaisis (Marie Martine Poirot et Jean Luc Hallé), pour son Projet Alimentaire Territorial (un des premiers PAT reconnus) sur l'ancrage territorial,
- le CCAS de Carvin (Joël Ferri), pour son accompagnement social global des bénéficiaires d'aide alimentaire sur le thème de la justice sociale,
- l'association Les Anges Jardins (Dominique Hays), pour la plateforme numérique A TOUT JEUNE (fiches pratiques pour des interventions vers les jeunes de 5 à 25 ans), en éducation alimentaire,
- le magasin Leclerc Templeuve et Watrelos (Gwenaëlle Lafrance), pour les soupes solidaires BON et Bien et leur Plan zéro déchet dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les participants se sont ensuite répartis en 8 ateliers, organisés sous forme de forum ouvert et animés par 8 personnes (accompagnées de 8 rapporteurs) :

Emmanuel Bertin et Marie Decima, du CERDD (Centre de Ressources du Développement Durable),
Maud Allanic, de la DRJSCS (Direction Régionale Jeunesse Sports et Cohésion Sociale),
Thibault Fournier, d'Extracité,
Samuel Caron, Emilie Hennebois, Sabine Abgrall et Cathy Dufour, de la DRAAF Hauts-de-France.

- Principaux constats évoqués et éléments de diagnostic :

Les atouts à valoriser en Hauts-de-France :

- De nombreux outils (méthodologiques, fiches actions, supports informatiques...), et programmes d'actions existent au niveau national, régional ou local, mais ne sont pas forcément connus des acteurs.
- Il existe un réel dynamisme des acteurs de projets sur le territoire, même si la répartition géographique n'est pas homogène.
- De nombreuses actions montrent des résultats très positifs sur le terrain, comme par exemple les quatre projets présentés le matin.
- Plusieurs acteurs sont structurés en réseaux (par exemple, le réseau ReaDy, RNPAT – Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux...), qui sont des lieux d'échange et de partages. Néanmoins, ces réseaux ne sont pas encore connus de tous et pourraient encore se développer.

Les difficultés et freins à lever :

- Manque de connaissance des outils et soutiens (financiers, méthodologiques) existants, aussi bien au niveau national, régional que local.
- Difficultés pour obtenir des soutiens financiers stables (financements pérennes sur plusieurs années) ou multiples (co-financements) : cela génère d'importantes pertes de temps des acteurs pour la recherche de financeurs, à renouveler chaque année, avec une incertitude sur la pérennité du projet.
- Manque de rencontres entre acteurs de terrains, qui travaillent souvent seuls, sans retour d'expériences de leurs pairs.
- Manque parfois de continuité dans les politiques publiques (notamment au niveau des échelons régionaux et locaux).
- Manque d'une formalisation des alliances entre les politiques alimentaires et de santé.

- Pistes de solutions identifiées par les acteurs de la filière :

Les pistes de travail relevant du niveau national :

- Réfléchir à une **continuité dans l'accompagnement financier et institutionnel** en mettant en place un système plus pérenne de financement (engagement sur plusieurs années), plus simple (dossiers souvent trop complexes sur le montage des dossiers financiers) et en réfléchissant à la temporalité des différents financements existants, tout en prévoyant une évaluation plus stricte des associations financées (notamment celles distribuant l'aide alimentaire), avec un suivi plus fort sur l'atteinte des objectifs fixés et l'efficacité des actions.
- **Mobiliser l'éducation nationale** pour apporter une vraie éducation à une bonne alimentation à tous les élèves, **en intégrant cette politique dans le programme scolaire**, en apportant des connaissances de base théoriques (formation) et pratiques (ateliers sur le goût, ateliers cuisine, découverte des coulisses de la cantine...). L'éducation alimentaire doit être intergénérationnelle, cohérente tout au long de la vie, et démarrer dès le plus jeune âge (école maternelle). Elle doit permettre à chacun de connaître comment sont produites les denrées alimentaires, comment constituer un repas sain et équilibré et sensibiliser aux questions du développement durable (y compris sur les questions de denrées équitables – équilibre Nord-Sud). L'objectif est décliné en trois temps d'actions : sensibiliser / outiller / rendre acteur.
- **Formaliser des alliances entre les politiques publiques alimentaires et de santé** (travail conjoint des ministères de l'agriculture et de la santé au niveau national et local), pour apporter une plus grande cohérence dans les messages portés et les projets financés.
- **Simplifier les normes (réglementaires, cahiers de charges...)** pour favoriser la lutte contre le gaspillage alimentaire (par exemple : les dons ne sont pas facilités dans les GMS ; en restauration collective, les obligations sanitaires favorisent le fait de jeter plutôt que de valoriser ou donner...), ainsi que l'implication citoyenne (par exemple : utilisation d'œufs, fruits et légumes des potagers d'école avec les élèves...).
- **Autoriser et favoriser la valorisation alimentaire** (glanage, transformation en réseau) **ou non-alimentaire des sur-productions agricoles** : développer des outils de partage (plate-forme informatique...) pour mettre en réseau les producteurs, les transformateurs et les consommateurs.
- Au niveau de la distribution des denrées alimentaires, **quantifier des objectifs de réduction du gaspillage alimentaire**, en prévoyant un système d'encouragement (en allant éventuellement vers une certification ?) afin d'encourager les distributeurs à s'engager dans la démarche, et permettre aux consommateurs de choisir leurs achats en connaissance de cause.
- Sortir les associations d'aide alimentaire d'une logique de distribution de produits basiques de premier prix : **favoriser la qualité des denrées distribuées (produits locaux, biologiques...) à la quantité.**
 - => Développer les initiatives de distribution autres que la grande distribution.
 - => Mettre en place les réseaux de distribution avec respect d'une alimentation saine (GMERCN).

=> Proposer un système de bons divisibles : un dédié à l'hygiène et plusieurs bons alimentaires

permettant aux bénéficiaires de se fournir auprès d'agriculteurs ou de petits commerces.

- Promouvoir la **création des maisons de l'alimentation**, prévoyant un accueil physique du public, avec mise en réseau des acteurs travaillant sur les mêmes thématiques. Y proposer des Conseils Alimentaires Locaux (notamment pour que le consommateur devienne consom'acteur).
- Faire évoluer les **modes de communication**, plus la rendre plus concrète, ludique. Cette communication sur l'alimentation doit permettre de **décloisonner le monde agricole avec le reste de la société**, pour permettre à chacun de savoir comment l'alimentation est produite et pouvoir diriger ses choix vers une alimentation de bonne qualité. Elle doit s'adresser :
 - aux consommateurs (adapté à tous les ages),
 - aux collectivités (convaincre les échelons politiques),
 - mais aussi aux **entreprises privées**, aujourd'hui peu touchées par les politiques institutionnelles (favoriser une alimentation de qualité de ses salariés apporte des bénéfices induits à l'entreprise).

Les pistes de travail relevant du niveau régional :

- **Mieux porter à connaissance les initiatives** mises en œuvre sur les territoires et favoriser l'**inter-connaissance entre porteurs de projets** (et avec les collectivités locales), pour favoriser la mise en réseau des acteurs publics et privés.
 - => Recenser les acteurs actifs sur les territoires, en recoupant les informations des différents réseaux (y compris les administrations).
 - => Recenser les initiatives mises en œuvre sur les territoires : une cartographie a été amorcée lors de la journée et va être prochainement diffusée et complétée au fil de l'eau.
 - => Organiser régulièrement des rencontres entre acteurs de terrain sur des thématiques spécifiques pour favoriser les échanges d'expériences.
 - => Développer des forums de partages (par exemple : plate-forme en ligne, nouveaux outils numériques à développer) pour favoriser les échanges et diffuser les informations sur les outils existants (financiers, méthodologiques...).
- **Développer des modes de communication par le concret** : identifier des lieux pour privilégier le développement de projets : jardins partagés, démonstrations (ateliers culinaires, agriculture, apiculture...), espaces publics nourriciers (en mettant en place des partenariats entre agriculteurs, artistes et citoyens) pour mieux sensibiliser.
- Mettre en place des dispositifs pour **former les bénévoles notamment des associations d'aide alimentaire**, à la fois sur les savoirs et savoir-faire (notamment : réglementations sanitaires en lien avec le stockage des denrées, équilibre alimentaire, alimentation de qualité...) et le savoir-être (comment ne pas stigmatiser le bénéficiaire, avoir une approche positive et ouverte, valoriser l'existant...).
 - Ces formations pourraient être ouvertes à tout acteur, bénévole ou non, travaillant sur les thématiques alimentaires.
 - => développer un guide pratique (guide d'information pour les opérateurs de l'aide alimentaire, sous pilotage de la DRJSCS, en collaboration avec la DRAAF et les autres partenaires).

Plus spécifiquement sur la thématique « Alimentation et précarité » :

- **Développer les démarches transversales de prise en charge globale**, décloisonner, en favorisant la mise en place de « guichets uniques » pour l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires, en se basant sur le calcul du « reste à vivre » et en offrant une aide globale (aide alimentaire, santé, logement, éducation...).
 - => Diffuser la pratique du CCAS de Carvin et de leurs partenaires aux autres territoires régionaux, pour favoriser leurs mises en place sur d'autres territoires.
 - => Développer les chartes multi-partenariales (à l'image de Carvin).
- **Développer les démarches itinérantes** des structures, pour couvrir les zones blanches : « aller-vers » pour toucher les « invisibles ».

- Favoriser la réciprocité des aides, en **rendant le bénéficiaire acteur** et lui permettant, sur la base du volontariat, d'apporter son appui dans un réseau associatif local.
=> connaissances du tissu associatif local, mise en réseau.
- Favoriser le **développement des épiceries solidaires**, échelon de transition vers l'autonomisation des bénéficiaires :
=> apporter un appui aux bénévoles des épiceries solidaires (en lien avec les formations).
- Afin de changer la représentation de l'aide alimentaire, favoriser la mixité des publics (précaires et non précaires), par exemple par le développement de structures mixtes « GMS classiques -épiceries solidaires », promouvoir des ateliers de cuisine ou des jardins partagés ouverts à tous les types de publics...

Plus spécifiquement sur la thématique « Education » :

- Favoriser les **partenariats entre établissements** (notamment les secteurs complémentaires, par exemple entre les lycées agricoles et les lycées hôteliers).

Plus spécifiquement sur la thématique « Gaspillage alimentaire » :

- Favoriser la mise à disposition des jardins non utilisés, sous forme de « **bourses d'échanges de jardins** », notamment les jardins des personnes ne pouvant pas l'exploiter, les espaces publics, les jardins dans les écoles, maisons de retraites pour permettre leur exploitation en échange d'une partie de la production...

La DRAAF peut dès 2018 s'engager à mettre en œuvre quelques actions concrètes spécifiques :

- réaliser la cartographie régionale des initiatives et des porteurs de projets.
- développer le site internet de la DRAAF pour communiquer sur les outils existants.
- sous le pilotage de la DRJSCS, participer à la préparation d'un guide à destination des bénévoles des associations d'aide alimentaire pour les aider à acquérir des compétences et connaissances nouvelles.
- favoriser les partenariats entre établissements scolaires complémentaires.

Un CRALIM sera organisé mi-2018 et sera l'occasion de poursuivre les échanges entre l'ensemble des acteurs.